



**Pour la réindustrialisation
des terrains de PSA Aulnay !**

POUR L'EMPLOI !



**Faisons-nous
entendre !**

**Manifestation 12h - place du
Général de Gaulle (RER B - Aulnay)
vers la mairie pour un**

Meeting Régional

Le 26 avril 2017 à partir de 12h 30

Avec la présence de

Philippe Martinez



C'est fin 2013 que PSA fermait définitivement son site d'Aulnay-sous-Bois, après des mois de luttes des salariés portées par la CGT, et appuyées par la population.

Les effets de cette fermeture ont été catastrophiques sur l'emploi, et particulièrement dans le département de la Seine-Saint-Denis. Depuis ce sont des dizaines de milliers d'emplois qui ont disparus touchant particulièrement les jeunes et les quartiers.

Plus de 3 ans après la fermeture du site, et malgré les engagements de PSA sauvé de la faillite par l'Etat et qui désormais affiche des profits colossaux, la question de la réindustrialisation et de la création de nouveaux emplois sur ces terrains reste ouverte.

Pourtant le site d'Aulnay détient d'indéniables atouts. Et la CGT estime qu'ils doivent être mis au service de l'intérêt général en matière sociale, économique et environnementale. Ces terrains sont situés aux portes de la capitale et disposent d'un embranchement ferroviaire avec un accès au triage du Bourget.

Ils sont aussi installés aux abords d'un nœud autoroutier important, à proximité de la plateforme aéroportuaire de Roissy et de l'aéroport du Bourget permettant une véritable multimodalité. Ces atouts doivent être protégés des appétits financiers et de la spéculation immobilière pour en faire des leviers d'activités industrielles génératrices d'emplois directs et indirects (1 emploi industriel génère 4 emplois indirects).

C'est pourquoi la CGT, qui n'a eu de cesse de demander que la totalité des terrains de l'ex usine soient sous maîtrise publique, a décidé d'amplifier sa campagne pour la réindustrialisation du site. Et un nouveau levier est à présent disponible, car 107 hectares vont être vendus à l'Etat via l'établissement public foncier Ile-de-France. Une avancée, dont on peut se féliciter, qui n'est pas sans lien avec la pression syndicale de la CGT.

Il faut à présent aller plus loin pour relancer un réel développement économique et social de nos territoires, en gelant tous les projets non industriels prévus et en travaillant dans le temps à l'implantation « d'industrie industrialisante ».

A rebours d'une vision qui ferait de notre métropole un haut lieu de la finance et du tourisme, tout en accélérant sa désindustrialisation, la CGT porte l'idée que l'industrie doit être au cœur de notre économie et que l'île de France se doit d'avoir un poumon industriel. C'est la seule façon de créer des richesses et de répondre aux besoins actuels et futurs. Et notre région ne manque pas de besoins industriels, que cela soit en matière de transports voyageurs et marchandises, ferroviaires et bus, dans l'aéronautique, l'automobile, les activités liées à la transition énergétique et aux nouvelles énergies....

Développer l'industrie, c'est développer les services publics.

Par ailleurs, l'expérience démontre le lien entre développement industriel et implantations des services publics. En effet, les entreprises industrielles ont besoin d'accès aux services publics pour se développer et il y a plus de services publics là il y'a beaucoup d'activités industrielles. Toutes ces activités sont sources d'emplois et de revenus pour les salariés, les fonctionnaires, les agents publics, les entreprises et donc pour les collectivités et l'Etat (impôts, taxes, cotisations sociales...) . Ces implantations nécessitent aussi le développement d'équipements publics et d'infrastructures (énergie, communications, routes, transports collectifs, éducation, petite enfance, sports, culture..) également générateurs d'emplois et de revenus. Le développement industriel suppose aussi de forts investissements dans la recherche publique et dans la formation professionnelle.

La CGT porte ainsi l'exigence de l'ouverture d'un **grand débat public** sur le devenir des terrains de l'ex usine PSA Aulnay. Elle a lancé une pétition en ligne pour appuyer cette démarche.

Pour faire entendre avec la plus grande force cette exigence en faveur de l'emploi la CGT appelle à une manifestation puis à un meeting le 26 avril devant la mairie d'Aulnay pour la reconquête industrielle de notre territoire et pour l'emploi !

Pour signer la pétition en ligne cliquez ici :

<http://www.mesopinions.com/petition/social/terrain-psa-aulnay-industrie-emploi/28596>